

Schuman Paper  
n°836  
26 mai 2026

# Le grand tournant

Jean-Dominique GIULIANI

L'Europe n'a jamais changé autant et aussi vite que ces cinq dernières années. Les événements en sont les moteurs. La pandémie l'avait mise à l'épreuve ; les guerres, puis Trump l'ont défiée. Ils n'étaient pas prévisibles et nul ne peut affirmer *a posteriori* qu'il avait anticipé ces ruptures profondes avec l'ordre ancien.

Les Européens se trouvent plongés dans une tempête parfaite qui les contraint à s'adapter au nouvel ordre du monde, quitte à remettre en cause des règles et des procédures qui ont dirigé l'Union depuis son origine.

Il s'agit bien d'un grand tournant pour l'Europe[1].

L'a-t-elle entamé, bien négocié ? L'ampleur des attaques qu'elle subit l'a contrainte à réagir, parfois avec un succès sous-estimé, souvent avec trop de rigidités. Des interrogations existentielles l'attendent sur son développement dans un contexte difficile et imprévisible.

## L'EUROPE ATTAQUÉE

« Nous sommes en guerre. La guerre nous a été déclarée » ! Quel citoyen européen ne s'étonnerait pas aujourd'hui d'une telle affirmation ?

Et pourtant, il s'agit bien d'une guerre à mort que nous mènent nos adversaires : la Russie bien sûr, mais désormais aussi notre ex-allié américain, sous l'observation matoise de la Chine et les sentiments mêlés des autres. Une guerre cognitive, d'influence, de récit, une attaque culturelle. Les militaires l'ont qualifiée « d'en dessous du seuil » de la confrontation physique, une guerre difficile parfois à attribuer, mais finalement peut-être plus mortelle encore. Il s'agit bien d'une offensive en règle contre ce que nous sommes.

L'Union européenne a trop bien réussi. Elle a dépassé ses objectifs de départ, ramenant la stabilité sur le « continent des guerres et des frontières », apportant une prospérité inespérée

à 416 millions d'Européens. Le revenu moyen d'un Européen est de 43 000 € pendant que celui d'un Russe est de 15 000 €, d'un Chinois de 12 700 € et d'un Indien de 2 400 €. Certes, en parité de pouvoir d'achat, les écarts se resserrent. Mais la hiérarchie demeure la même.

Pour les Russes, l'Europe est l'exemple à ses frontières qui peut le mieux terrasser l'actuelle dictature policière. La diviser, l'affaiblir et la détruire est donc existentiel. Pour les États-Unis, elle incarne une voie douce et pacifique qui ébranle jusqu'à ses certitudes et sa confiance démesurée en la force plutôt que le droit, le dialogue et le commerce. Il s'agit donc d'un combat culturel au sens le plus fort du terme. Pour la Chine, elle est un ensemble lointain qui se paie le luxe de la diversité et du respect de ses différences internes, un bon marché à piller. Enfin, de cette délicate situation européenne se réjouissent les frustrés et les meurtris de la longue domination européenne qu'une revanche mémorielle, croient-ils, pourrait apaiser.

Tous ont donc décidé d'affaiblir l'Europe par tous les moyens. Il est clair que la Russie et ses services sont à l'œuvre pour soutenir les fractionnements, financer les extrêmes, dynamiter les liens sociaux. L'usage de la propagande ne s'arrête pas à celui des réseaux sociaux. Tentatives de corruption généralisée des élites, emploi immodéré des ressorts les plus éculés de la propagande, campagnes orchestrées de piratages informatiques, de vols et de sabotages font désormais partie du quotidien des responsables étatiques en Europe.

[1] Ce texte est issu du « Rapport Schuman sur l'Europe, l'état de l'Union 2026 » ; Éditions Hémisphères, à paraître le 28 mai.

## Le grand tournant

---

Des élections ont été entachées d'ingérences étrangères démontrées comme en Roumanie en 2024, qui a dû les annuler ; d'autres ont fait l'objet de pressions inédites comme en Bulgarie, en Moldavie, en Slovaquie ou en Hongrie. Désormais les exercices démocratiques européens sont violemment et systématiquement attaqués.

Tout ceci est avéré et documenté par les gouvernements et les parlements, de l'Allemagne à la France en passant par la Pologne, les États baltes jusqu'au Monténégro qui a même connu une tentative de coup d'État.

Pour ne pas affoler les Européens et parce que cette « drôle de guerre », dont on connaît les ressorts depuis la nuit des temps, n'avait jamais atteint un tel degré, les opinions publiques européennes continuent comme si de rien n'était. Et leurs responsables, bien que réclamant « une économie de guerre », n'ont pas voulu - prudence ou velléité - constater publiquement l'état de guerre envers ceux qui la lui ont déclarée.

Nous sommes donc dans une situation dangereuse, voyant venir les attaques, mais désireux de ne pas les surestimer. Le risque est de les sous-estimer.

C'est le cas avec les États-Unis de Trump, à la grande stupeur des Européens.

Toute la rhétorique officielle et partisane de Trump et du mouvement MAGA (Make America Great Again) vise à discréditer l'Europe, à en donner une image bien plus faible que la réalité, bien loin d'être partagée par les entreprises américaines, les chercheurs du monde entier et les économistes. Il s'agit de la démoraliser par le mépris, les outrances, mais hélas aussi les ingérences et l'intervention directe dans les scrutins et les affaires politiques. On a ainsi vu le Secrétaire d'État Rubio venu faire campagne en Hongrie, avant le vice-président Vance, pour tenter de sauver de la défaite Viktor Orban aux élections législatives d'avril 2026.

Les insultes de la Maison-Blanche envers les leaders européens sont ouvertement assumées, qu'il s'agisse du Premier ministre britannique « *qui*

*n'est pas Churchill* », d'Emmanuel Macron « *qui va bientôt quitter le pouvoir* » et dont l'avis n'a pas d'importance, ou du Chancelier allemand pour qui « *l'anniversaire du débarquement n'est pas une journée très agréable* » ! Au-delà de la vulgarité, des « gaffes répétées » gages d'une méconnaissance profonde des pays, des enjeux et des relations internationales, cette pratique, qui incarne certainement l'opinion très minoritaire de quelques citoyens manipulés par Trump et les siens, révèle un combat beaucoup plus dangereux.

En prétendant que les règles européennes réprimant l'apologie du nazisme, de la haine en ligne et des discours extrêmes sont des obstacles à la « liberté d'expression », les autorités américaines s'en prennent au cœur même de l'esprit et du droit européens qui, tirant les leçons de notre histoire tragique, des dictatures, des succès passés de régimes criminels, s'efforcent d'en prévenir le retour. Elles rejoignent ainsi le Kremlin qui tente d'accréditer le déclin pervers de l'Occident et d'interpréter les mesures contre les discriminations comme du laxisme amoral.

En étendant ces règles, issues de nos tragiques expériences nationales, au monde numérique, les Européens ne font qu'appliquer le principe selon lequel on n'interdit sur les réseaux que ce qui est déjà interdit dans la vie réelle.

Et c'est là justement que ce combat ne doit pas être sous-estimé par les Européens. Car derrière cette pensée apparemment un peu courte se profilent les intérêts très tangibles des grands oligarques de la Tech, adeptes des monopoles, hostiles à la démocratie et toujours à la recherche de territoires où ils pourraient expérimenter en toute liberté la mise en œuvre de leur transhumanisme apocalyptique. Après la Californie qui le leur a refusé, le Groenland les intéresse bien.

C'est d'ailleurs le chantage exercé par le président des États-Unis sur le Danemark revendiquant le Groenland qui marque un vrai tournant dans les relations entre l'Europe et les États-Unis. Alors qu'ils y disposent par traité de toute latitude à d'éventuelles implantations

et activités, les Américains semblent avoir franchi une ligne rouge en en réclamant la pleine propriété. Les Européens, immédiatement solidaires, ont su les faire reculer mais l'énormité de cette tentative a bien constitué une rupture de confiance irréparable.

Donald Trump n'a d'ailleurs jamais cessé de maltraiter les Européens, piétinant leurs intérêts, multipliant les humiliations et s'opposant *de facto* à leur politique étrangère. Les Européens ont remplacé les Américains dans le soutien à l'Ukraine, en armes et en crédits avec plus de 185 milliards € mobilisés. Ils souffrent de l'illégale guerre tarifaire imposée par Trump. Ils seront inévitablement entraînés dans la guerre contre l'Iran, au moins pour ses conséquences économiques et militaires.

Le mépris des partisans du MAGA pour l'Europe, tel que formalisé par le vice-président Vance à la conférence de sécurité de Munich et démontré chaque jour par le président lui-même ne doit pas être pris pour de la simple arrogance. Il s'agit d'une volonté stratégique d'affaiblir et, si possible, de casser l'unité européenne dont la puissance, certes pas traditionnelle, empêche en réalité le monde de sombrer dans la brutalité la plus crue.

L'Union européenne incarne l'Etat de droit, la défense des droits de l'Homme, des minorités, de la non-discrimination et, à bien des égards, de l'émancipation des femmes. Cela dérange les projets des dictateurs, mais aussi des révisionnistes et des illusionnistes de la Tech et de l'intelligence artificielle, pour lesquels, face à leurs extraordinaires avancées techniques, la protection et la promotion de la personne humaine ne sont plus les valeurs autour desquelles doit s'organiser la société humaine. Ces attaques trouvent de l'écho en interne et les gouvernements devraient davantage y prendre garde.

D'abord les Européens ont « petit moral » ! L'addition de ces agressions, comme à l'accoutumée, n'a pas suscité que le courage de fortes réactions. Une partie des opinions publiques du continent croit réellement à son propre déclin, thèse propulsée de l'extérieur, reprise à l'intérieur par les mouvements extrémistes

ou des intellectuels « déclinistes » qu'on rencontre régulièrement depuis Nostradamus !

Ensuite, il est incontestable que les mouvements de droite dure et extrême s'emparent facilement de thèmes anti-européens qui correspondent bien au mécanisme éternel de contestation des élites au nom du peuple méprisé.

Ils ont progressé dans la plupart des États membres et dans la composition du Parlement européen. Et l'on distingue deux cas de figures dans les conséquences de ces succès.

Nombre de partis populistes ont ainsi démocratiquement accédé aux affaires, généralement en coalition. Force est de reconnaître qu'ils se sont « coulés » dans la politique européenne, à l'exception du Premier ministre hongrois. Certains ont retrouvé très vite les bancs de l'opposition comme aux Pays-Bas. Quant à ceux restés en marge, comme le Rassemblement national, l'*Alternativ für Deutschland* ou *Chega* par exemple, ils sont jusqu'ici tenus à l'écart de l'exercice des responsabilités à cause de leurs prises de position proches de Moscou sur la guerre en Ukraine et leurs tentatives de rapprochement du clan MAGA. Jusqu'à présent, en Europe, les extrêmes sont donc minoritaires, ralliés ou résignés !

Il n'en demeure pas moins que l'ensemble de ces attaques a obligé les Européens, institutions communes comprises, à réagir.

### TRANSFORMATIONS SOUS CONTRAINTE

Déjà contraints à innover dans leurs réponses à la pandémie, les Européens ont été poussés à aller beaucoup plus loin, souvent au mépris des règles qu'ils avaient eux-mêmes édictées. L'empire de la nécessité les a fait progresser vers davantage de réponses communes aux défis urgents qui leur étaient lancés.

C'est évidemment le cas en matière de défense. Décidés à accroître leurs dépenses, poussés en cela par l'administration américaine, les États membres

## 4

ont accepté que les institutions communes s'en emparent pour les y aider.

Un Fonds européen de défense a été créé, une Facilité pour la paix a été instaurée, très vite transformée en instrument de financement de l'Ukraine, un objectif de 800 milliards € d'investissements sécuritaires est désormais facilité, un emprunt de 150 milliards € permet des prêts aux États membres pour leurs équipements de défense dont le marché européen tente de s'organiser en introduisant pour la première fois l'obligation d'une « préférence européenne » pour une part majoritaire des achats.

Un Commissaire à la défense et des services de la Commission ont été institués pour piloter l'action communautaire en la matière. Elle vient relayer une prise de conscience et des efforts budgétaires des États membres rompant franchement avec le relâchement des dernières années.

Les résultats sont significatifs : Les Européens ont dépensé en 2025 plus de 400 milliards € pour leur outil militaire et leurs investissements dans la défense dépasse chaque année plus de 100 milliards €. Le chiffre d'affaires annuel de l'industrie de défense dépasse 150 milliards. Les armées européennes comptent 1,7 million de militaires d'active et 3 millions de réservistes. Par exemple, la production « d'obus de 155 », dont l'Ukraine a tant besoin, est passé de 300 000 par an en 2022 à 2 millions en 2025.

Les Européens sont entrés dans une économie de guerre dont l'objectif est de rattraper le sous-investissement de trente ans de « dividendes de la paix », estimé à plus de 2 000 milliards €. A ce rythme, le rattrapage aura eu lieu en 2030. On comprend alors combien l'Ukraine représente le bouclier avancé d'une Europe qui a besoin d'encore quelques années d'efforts avant d'être en mesure de dissuader l'agresseur russe de tester sa résistance.

Incontestablement, les Européens ont compris que l'assurance américaine n'était plus garantie et qu'il fallait désormais s'organiser de manière plus indépendante. L'autonomie stratégique est

devenue un mot d'ordre décliné sur le plan national et en commun dans les instances européennes. Cet impératif a trouvé nombre d'expressions dans le domaine économique général.

#### L'UNION EUROPÉENNE APPREND À SE PROTÉGER

Elle a accepté ce que plusieurs États membres avaient déjà instauré en matière de contrôle des investissements étrangers. Elle a réalisé un état précis des dépendances européennes en matières stratégiques et décidé de programmes permettant de les réduire. Une plateforme européenne de produits stratégiques, mobilisant plus de 27 milliards € et visant à générer 160 milliards € d'investissements privés et publics a été instituée et soixante projets stratégiques ont été identifiés pour sécuriser l'extraction, le traitement et le recyclage des principaux métaux rares. Toutes les politiques industrielles européennes, qui désormais paraissent acceptées, ont pris en compte l'exigence de souveraineté qui était jusqu'ici reléguées derrière les règles d'une concurrence ouverte. Il s'agit d'un tournant majeur des politiques communes.

Par ailleurs les Européens s'attellent à la nécessaire relance de la croissance en revenant sur de nombreuses orientations dont les fondements environnementaux ou moraux sont incontestables, mais qui viennent affaiblir les efforts de compétitivité. Les directives sur la compliance et le devoir de vigilance ont été révisées. Un fort mouvement de dérèglementation est engagé au niveau communautaire, qui n'a pas toujours trouvé ses expressions au niveau national, mais qui paraît dicté par les exigences du moment telles que mises en évidence dans les rapports Draghi et Letta.

Si la croissance de l'Union a rebondi en 2021 et 2022 après le confinement (5,4% et 3,5%), en rattrapage de la crise Covid, elle s'est ensuite tassée (2023 : 0,5%, 2024 : 1%, 2025, 1,5%) sous l'effet de la hausse des prix de l'énergie et l'augmentation des taux de la Banque centrale européenne pour lutter contre l'inflation. Tirée par la reprise de la consommation

après le Covid, elle est désormais soutenue par la relance de l'investissement, notamment public et de défense.

Ce grand tournant s'effectue dans une relative confusion quant à la stabilité nécessaire des règles, de vraies interrogations et des débats contradictoires sur les politiques engagées par la précédente mandature de la Commission et du Parlement européen (2019-2024). Le Pacte vert est largement assoupli, les belles intentions confrontées à la réalité économique. La régulation du numérique, parmi les plus avancées de la planète, est durement attaquée par les Américains et les oligarques de la Tech. L'Union va devoir réinventer ses méthodes pour confirmer son attachement à ses législations avancées qui fondent son modèle.

### DES INTERPELLATIONS PRÉCISES

Les défis sont d'abord ceux qui viennent de l'extérieur, exigeant des Européens des réponses claires.

La résistance à la guerre russe fait désormais consensus en Europe, à l'exception très résiduelle de quelques affidés du Kremlin. Elle exige des efforts considérables de réarmement. Ils sont en cours. Ils imposent un nouveau leadership, vraisemblablement de quelques nations qui en organisent le moteur. De ce point de vue la « coalition des volontaires » est un bon exemple, de même que la volonté des Britanniques, des Allemands et des Français de nourrir et d'organiser la dissuasion envers une Russie, dont beaucoup craignent des actions de vive force dans les mois qui viennent.

La « dissuasion avancée » française, telle que définie par Emmanuel Macron dans son discours du 2 mars 2026, constitue une opportunité considérable pour les Européens de marier leurs efforts de réarmement conventionnel avec la dissuasion nucléaire dans un « épaulement » qui est davantage qu'une complémentarité, mais bien une concertation étroite sur la défense du continent. Il devrait en résulter pour les Européens un surcroît de sécurité face à l'expansionnisme révisionniste de leur grand voisin. Pour l'Europe, de nouveaux chantiers s'ouvrent.

Puissent-ils être rapidement et sérieusement explorés et menés à bien. La paix sur le continent en dépend.

La prise en compte du nouveau paysage international doit être achevée par les Européens.

L'Amérique regarde ailleurs et a déjà déclaré, par la bouche de son président, que son implication dans la sécurité européenne était plus faible que jamais. Ceci est à l'origine d'inquiétudes légitimes aux frontières orientales de l'Union européenne, mais semble devenu une certitude.

Les Européens ne doivent donc pas exclure de devoir faire face à un « Occident sans les États-Unis » ou du moins une « OTAN sans les États-Unis » sans qu'il soit nécessaire de les provoquer ou de les pousser dehors. Ils s'en excluent eux-mêmes progressivement. La naïveté de certains pourrait rendre difficile ce mouvement. Face à Trump, ils caressent l'idée fautive que les nouvelles priorités américaines ne soient dues qu'à Trump, mais l'inquiétude domine désormais qu'elles soient durables.

L'Europe a tous les moyens de se défendre. Il lui faut accélérer ses efforts de défense et surtout trouver les outils et l'expression d'une concertation renforcée sur les questions stratégiques et militaires. Il ne saurait appartenir à la Commission européenne ou aux institutions communes de se substituer aux États pour cela. Elles peuvent faciliter, soutenir, aider, financer, mais elles ne remplaceront jamais la somme organisée de volontés nationales de défense et de sécurité. L'Union doit trancher cette question plus clairement et ses membres s'organiser pour apporter une réponse claire et unie aux défis sécuritaires, à quelques-uns s'il le faut.

L'Union doit diversifier ses partenariats dans le monde. La conclusion accélérée d'accords commerciaux et d'investissements est une excellente réponse aux évolutions présentes. Nombre de nations, du Canada au Japon et aux États océaniques, veulent s'en rapprocher à l'image du Royaume-Uni, indéfectiblement lié au continent. Malgré le psychodrame du Mercosur, l'Union doit encore développer son exceptionnel réseau de

## 6

partenaires économiques qui rassemble déjà plus de cinquante nations.

Ajoutons-y la « nouvelle mondialisation ». Les États du Moyen-Orient y joueront-ils un rôle financier, énergétique et commercial toujours aussi important ? Rien n'est moins sûr. La présente guerre pourrait « effacer » quelques temps ces nations de la carte des relations internationales. Mais d'autres en Afrique se lèvent, avec de fortes potentialités, qui mériteraient que changent notre regard et notre approche envers eux.

L'Asie poursuivra-t-elle sa marche effrénée au développement comme sa démographie semble l'indiquer ? Ou subira-t-elle à son tour les contrecoups des politiques américaine et chinoise dans le Pacifique ? L'Inde demeure pour l'Europe un partenaire à cultiver de même que les démocraties de la région.

Les Européens ont l'impérative obligation de mieux promouvoir leur modèle de société. Dans le contexte du retour des rapports de force, du langage de la puissance et de la pratique du fait accompli, ils incarnent encore et pour longtemps des sociétés de liberté, ouvertes, centrées sur le respect de la Personne humaine, garanties par des traités qui les obligent et, n'ayons pas peur de l'affirmer, les honorent. Encore faut-il en être fier. C'est une autre tâche importante que de rassembler les Européens autour d'objectifs communs.

### LES DÉFIS INTERNES À RELEVER NE SONT PAS MOINDRES

Au premier rang de ces défis figure évidemment la préservation de la souveraineté européenne, qui est aussi la somme des souverainetés nationales des États qui la composent. Il ne s'agit plus seulement « d'autonomie stratégique », terme trop prudent, mais de réelle souveraineté envers les blocs hostiles qui s'attaquent à l'Europe. Organiser la résistance, c'est fortifier la résilience, rapprocher encore les peuples autour de leurs valeurs fondamentales de liberté et de démocratie. C'est un travail interne par trop négligé. La fierté d'appartenance des Européens à une Europe forte est vraisemblablement la

condition d'une volonté d'exister et de résister à l'évolution du monde.

Pour cela, l'Union européenne doit viser à l'efficacité. Construite par le droit et pour le droit, elle doit aussi apprendre la souplesse et le pragmatisme, à savoir choisir des priorités et s'y tenir, à agir plus rapidement.

On objectera que l'unanimité la freine. Pourquoi ne pas encadrer le droit de veto, qu'on ne peut supprimer, en le réservant à des objets réellement de pur intérêt national, dont la nature pourrait être examinée par une cour spéciale composée d'autorités moralement indiscutables et surtout brandi avec d'autres et jamais en solitaire ?

Les Européens doivent redéfinir la plus-value européenne et surtout ses modalités d'application. Pour un temps, celui des présentes épreuves, ils ne doivent plus privilégier systématiquement l'uniformité ou le rapprochement, mais d'abord l'efficacité des décisions et leur rapidité. Cela exige beaucoup de remises en cause des règles et des procédures. C'est pourtant une urgence.

C'est à ce prix que les progrès du marché unique, l'achèvement tant attendu du marché européen des capitaux, la mobilisation de l'épargne européenne et tant d'autres projets indispensables seront acceptés par les acteurs et mis en œuvre plus facilement. La relance de la croissance, la remise en route de la redistribution de la richesse ainsi créée en dépendent.

Déréglementer sans déréguler est un exercice difficile. Il est pourtant impératif pour répondre aux coups de boutoir des monopoles numériques tout en préservant nos protections juridiques. Le mener à bien nécessiterait une réflexion puisée aux sources philosophiques et conduisant à des décisions concrètes. L'Union devrait l'entreprendre en s'appuyant sur les plus jeunes générations de créateurs, les innovateurs, les scientifiques et les « sages » qui peuplent encore le continent.

L'important, pour l'Europe, reste d'avancer dans les projets concrets. Ils sont bien plus nombreux qu'assumés. En matière de sciences, d'espace, de

numérique, de création artistique, notre continent regorge de richesses et de potentialités pour résister aux vagues de régression qui se font jour sur la scène internationale, et se projeter dans le futur.

Beaucoup de projets ont été initiés en réponse à ces bouleversements de la scène mondiale. Ils doivent être accélérés et menés à bien, comme par exemple la nouvelle constellation satellitaire souveraine Iris<sup>2</sup>.

Il ne s'agit pas de réinventer l'Europe, comme on l'entend trop souvent. Il s'agit de la sublimer en en tirant toutes les forces qu'elle contient, qu'elle a accumulées pendant des siècles et qui la prédisposent à demeurer l'un des lieux, l'une des civilisations les plus enviables de la planète. C'est un grand tournant. C'est son grand défi.

---

**Jean-Dominique Giuliani**

Président de la Fondation Robert Schuman

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :  
**[www.robert-schuman.eu](http://www.robert-schuman.eu)**

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN  
ISSN 2402-614X

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la seule responsabilité de l'auteur.  
© Tous droits réservés, Fondation Robert Schuman, 2026

---

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.